



Les banques de développement n'ont pas vocation à financer l'agrobusiness

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 25 octobre 2021

grain.org 21 octobre 2021

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

À la veille de la réunion annuelle des banques publiques de développement à Rome, 280 groupes de 70 pays ont signé une lettre dénonçant leur financement de l'expansion de l'agriculture industrielle, de la destruction de l'environnement et du contrôle du système alimentaire par les entreprises. Les signataires affirment que seuls des mécanismes de financement entièrement publics et responsables, basés sur les besoins réels des populations, peuvent apporter de véritables solutions à la crise alimentaire mondiale.

Plus de 450 banques publiques de développement (BPD) du monde entier vont se retrouver à Rome les 19 et 20 octobre 2021 pour un second sommet international, baptisé [Finance en commun](#). Durant le premier sommet à Paris en 2020, plus de 80 organisations de la société civile avaient publié une [déclaration](#) conjointe réclamant que les BDP arrêtent de financer les entreprises et projets agroalimentaires qui privent les communautés locales de leurs terres et de leurs ressources naturelles. Cette année, cependant, les BPD ont fait de l'agriculture et de l'agrobusiness la priorité de leur second sommet. C'est une grande source d'inquiétude pour les signataires ci-dessous, car les BPD se sont depuis longtemps spécialisées dans les investissements agricoles qui bénéficient aux intérêts privés et aux entreprises agroindustrielles, aux dépens des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs, des travailleurs de l'alimentation et des peuples autochtones, portant sévèrement atteinte à leur souveraineté alimentaire, leurs écosystèmes et leurs droits humains.

Nos inquiétudes

Les BPD sont des institutions publiques établies par les gouvernements nationaux ou les agences multilatérales pour financer des programmes gouvernementaux ou des entreprises privées dont les activités sont censées contribuer à l'amélioration de la vie des gens dans les endroits concernés, en particulier dans les pays du Sud. Beaucoup de banques de développement multilatérales, qui constituent un sous-groupe important parmi les BPD, fournissent également des services de conseil technique et politique aux gouvernements, les poussant à changer leur législation et leurs politiques pour attirer les investissements étrangers.

En tant qu'institutions publiques, les BPD se doivent de respecter et protéger les droits humains et sont supposées être redevables au public de leurs actions. Aujourd'hui, les banques de développement dépensent collectivement plus de 2000 milliards de dollars US par an pour financer des entreprises publiques et privées dans le but de construire des routes, des centrales électriques, des fermes et des plantations industrielles et autres au nom du « développement ». On estime qu'[à lui seul, le secteur agricole et alimentaire](#)

bénéficie de 1400 milliards de dollars. Le financement des entreprises privées par les BPD, qu'il se fasse par la dette ou l'achat de participations, vise à faire de l'argent mais une grande partie des dépenses est soutenue et financée par le public, c'est-à-dire par le travail et les impôts des citoyens.

Le nombre des BPD et le financement qu'elles reçoivent ne cessent d'augmenter. L'influence de ces banques augmente également, à mesure qu'elles font passer de plus en plus les fonds publics par le [capital investissement](#), la « finance verte » et autres plans financiers pour réaliser les solutions prévues, plutôt que de soutenir de manière plus traditionnelle des programmes gouvernementaux ou des projets à but non lucratif. L'argent d'une banque de développement offre une sorte de garantie aux entreprises qui veulent investir dans les pays ou les industries dits à haut risque. Ces garanties permettent aux entreprises de lever plus de fonds auprès de bailleurs privés et d'autres banques de développement, à des taux souvent intéressants. Les banques de développement jouent donc un rôle crucial : elles donnent aux multinationales des moyens qu'elles n'auraient pas autrement pour poursuivre leur expansion dans les marchés et les territoires du monde entier - depuis les mines d'or d'[Arménie](#) aux barrages hydroélectriques controversés de [Colombie](#), en passant par les projets catastrophiques de gaz naturel en [Mozambique](#).

De plus, de nombreuses banques de développement multilatérales font tout pour influencer ouvertement les législations et politiques au niveau national via leurs services de conseil technique aux gouvernements et les systèmes de classification, tels que l'initiative [Améliorer le climat des affaires dans l'agriculture](#) de la Banque mondiale. Les politiques qu'elles soutiennent dans des secteurs clés comme la santé, l'eau, l'éducation, l'énergie, la sécurité alimentaire et l'agriculture, [ont tendance](#) à favoriser le rôle des grandes entreprises et des élites. Et souvent, quand les communautés locales affectées, notamment les peuples autochtones et les petits agriculteurs, protestent, elles ne peuvent pas se faire entendre ou font l'objet de [représailles](#). Ainsi en Inde, la Banque mondiale avait [conseillé](#) au gouvernement de déréguler le système de commercialisation des produits agricoles ; mais quand le gouvernement a voulu appliquer ce conseil sans consulter les agriculteurs et leurs organisations, cela a suscité d'importants mouvements de protestation.

Les banques publiques de développement affirment n'investir que dans des entreprises « durables » et « responsables » et prétendent que leur participation améliore le comportement des entreprises. Mais ces banques ont de lourds antécédents en matière d'investissement dans des entreprises qui sont impliquées dans l'accaparement des terres, la corruption, la violence, la destruction environnementale et d'autres graves violations des droits humains, autant d'exactions pour lesquelles elles n'ont pas véritablement eu à rendre de comptes. La dépendance croissante des banques de développement vis-à-vis des fonds de capital investissement offshore et de réseaux d'investissement complexes, dont les soi-disant intermédiaires financiers, pour faire passer leurs investissements rend le principe de redevabilité encore plus vague et permet à une petite [élite financière](#) toute-puissante d'engranger les bénéfices.

Il est très inquiétant de voir que les banques publiques de développement prennent aujourd'hui un rôle coordonné et central en matière d'alimentation et d'agriculture. Elles font partie de l'architecture financière mondiale qui entraîne la spoliation et la destruction écologique, causées en grande partie par l'agrobusiness. Au fil des ans, leurs investissements dans le secteur agricole ont concerné presque exclusivement les entreprises impliquées dans les plantations de monocultures, les projets d'agriculture contractuelle, les élevages industriels, les ventes de semences hybrides et génétiquement

modifiées et de pesticides et les plateformes d'agriculture numérique dominées par les Big Tech. Les banques de développement n'ont montré aucun intérêt, ni jamais prouvé leur capacité à investir dans les communautés d'agriculteurs, de pêcheurs ou les communautés forestières qui produisent actuellement la [majorité de l'alimentation mondiale](#). Elles préfèrent financer les accapareurs de terres et l'agrobusiness et détruire les systèmes alimentaires locaux.

Des exemples douloureux

Voici quelques exemples importants de la tendance qu'on peut observer dans les projets des banques publiques de développement :

- La Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque européenne d'investissement ont fourni de généreux [financements](#) aux entreprises agroalimentaires de certains des plus riches oligarques ukrainiens qui ont la mainmise sur des centaines de milliers d'hectares de terres.
- La société luxembourgeoise SOCFIN et la société belge SIAT, les deux plus grands propriétaires de plantations de palmiers à huile et de caoutchouc d'Afrique ont reçu de nombreux [prêts](#) financiers des banques de développement, alors que leurs filiales sont impliquées jusqu'au cou dans [l'accaparement des terres](#), des [scandales de corruption](#) et des [violations](#) des droits humains.
- De multiples banques de développement (dont Swedfund, [BIO](#), la FMO et la DEG) ont financé le projet raté de plantation de canne à sucre d'[Addax Bioenergy](#) en Sierra Leone qui, après son départ, a laissé aux communautés locales des dégâts considérables.
- Le groupe britannique CDC et d'autres banques de développement européennes (dont [BIO](#), la DEG, la FMO et Proparco) ont consacré plus de 150 millions de dollars aux plantations de palmiers à huile, aujourd'hui en faillite, de [Feronia Inc](#) en République démocratique du Congo, malgré une longue histoire de conflits avec les communautés locales concernant les terres et les conditions de travail, malgré les allégations de corruption et de [sévères violations des droits humains](#) à l'encontre des villageois.
- Le Fonds commun pour les produits de base des Nations Unies a investi dans [Agilis Partners](#), une société américaine impliquée dans l'expulsion violente de milliers de villageois ougandais pour mettre en place une grande exploitation céréalière.
- Norfund et Finnfund détiennent [Green Resources](#), une entreprise forestière norvégienne qui plante des pins en Ouganda sur des terres dérobées à des milliers d'agriculteurs locaux, entraînant des effets dévastateurs sur leurs moyens de subsistance.

- La Banque japonaise pour la coopération internationale et la Banque africaine de développement ont [investi](#) dans une [ligne de chemin de fer](#) et une infrastructure portuaire pour permettre à Mitsui (Japon) et Vale (Brésil) d'exporter du charbon de leurs sites miniers dans le nord du Mozambique. Ce [projet](#), lié au projet agroalimentaire controversé de [ProSavana](#), a entraîné un accaparement des terres, des relocalisations forcées, des accidents mortels et la détention et la torture des opposants au projet.
- La Banque chinoise de développement a financé le [Barrage Gibe III](#) en Éthiopie, un projet écologiquement et socialement désastreux. Destiné à la production électrique et à l'irrigation de grandes plantations de canne à sucre, de coton et de palmiers à huile, comme le gigantesque projet de développement de la canne à sucre de Kuraz, le barrage a entravé le cours du fleuve dont dépendaient les populations autochtones de la basse vallée de l'Omo pour leur agriculture de décrue.
- Au Nicaragua, la FMO et Finnfund ont financé [MLR Forestal](#), une entreprise qui gère des plantations de cacao et de teck et est associée à des projets aurifères responsables du déplacement forcé de communautés d'ascendance africaine et de populations autochtones, ainsi que de destruction environnementale.
- La Société financière internationale (IFC) et la Banque interaméricaine de développement ont récemment accordé des prêts à Pronaca, la quatrième entreprise de l'Équateur, pour l'expansion de sa production intensive de porcs et de volailles, malgré l'opposition de [groupes internationaux](#) et [équatoriens](#), notamment les communautés autochtones locales dont l'eau et les terres ont été polluées par les activités d'expansion de l'entreprise.
- La Banque interaméricaine de développement envisage d'accorder un nouveau prêt de [43 millions de dollars](#) à Marfrig Global Foods, le deuxième producteur de bœuf mondial, sous prétexte de promouvoir le « bœuf durable ». De nombreux [rapports](#) ont démontré que la chaîne d'approvisionnement de Marfrig est directement liée à la [déforestation illégale](#) en Amazonie et dans le Cerrado et à des [violations des droits de l'homme](#). L'entreprise a également fait l'objet d'accusations de [corruption](#). Une campagne internationale exhorte actuellement les BPD à supprimer tous leurs investissements dans les exploitations d'élevage industriel.

Il nous faut de meilleurs mécanismes pour bâtir la souveraineté alimentaire

Gouvernements et agences multilatérales commencent enfin à admettre que le système alimentaire mondial actuel n'a pas résolu le problème de la faim et est un facteur essentiel de multiples crises, qu'il s'agisse des pandémies, de l'effondrement de la biodiversité ou de l'urgence climatique. Mais ils ne font rien pour s'attaquer aux grandes entreprises qui dominent le système alimentaire industriel et son modèle de production, de commerce et de consommation. Bien au contraire, ils encouragent toujours plus d'investissement d'entreprise, de partenariats public-privé et de subventions en faveur de l'agrobusiness.

Le sommet des banques de développement de cette année a été délibérément conçu pour suivre dans le sillage du [Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires](#). Celui-ci avait été présenté comme un forum mondial destiné à trouver des solutions aux problèmes du système alimentaire mondial, mais s'est [fait pirater](#) par les intérêts des industriels et n'est guère plus qu'un espace dédié aux grandes entreprises pour leur permettre de verdier et de faire l'apologie de l'agriculture industrielle. L'événement a fait l'objet de protestations et d'un boycott de la part des mouvements sociaux et de la société civile, notamment par le biais du [Sommet mondial des peuples](#) et de la [Réponse autonome des peuples au Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires](#), ainsi que par des [académiques](#) du monde entier.

Le sommet Finance en commun, qui met l'accent sur l'agriculture et l'agrobusiness, va suivre le même chemin. Ces financiers qui supervisent nos fonds et nos mandats publics vont se réunir avec les élites et des représentants des grandes entreprises pour élaborer des stratégies qui permettent à l'argent de continuer à affluer dans un modèle alimentaire et agricole qui mène à la crise climatique, augmente la pauvreté et aggrave toutes les formes de malnutrition. Très peu, voire aucun, des représentants des communautés affectées par les investissements des banques de développement, ces gens qui sont en première ligne et essaient de produire de quoi nourrir leur communauté, seront invités ou écoutés. Les BPD ne sont pas intéressées. Ce qu'elles cherchent, c'est à financer l'agrobusiness qui produit les denrées nécessaires aux projets commerciaux et financiers destinés à faire de l'argent, plutôt que nourrir les gens.

L'an dernier, une large coalition d'organisations de la société civile a fait d'énormes efforts pour simplement obtenir des banques de développement qu'elles acceptent de s'engager dans une démarche de droits humains et un développement mené par les communautés. Le résultat s'est limité à une déclaration finale diluée, qui ne s'est pas traduite en actes.

Nous ne voulons pas continuer à gaspiller notre argent, nos mandats et nos ressources publics dans des entreprises agroindustrielles qui privent les communautés locales de leurs terres, de leurs ressources naturelles et de leurs moyens de subsistance. Par conséquent :

Nous appelons à l'arrêt immédiat du financement des activités des entreprises agroindustrielles et des investissements spéculatifs par les banques publiques de développement.

Nous réclamons la création de mécanismes de financement entièrement publics et responsables afin de soutenir les efforts des populations pour bâtir la souveraineté alimentaire, faire du droit à l'alimentation une réalité, protéger et restaurer les écosystèmes et faire face à l'urgence climatique.

Nous réclamons la mise en place de mécanismes solides et efficaces qui fournissent aux communautés un accès à la justice en cas d'atteinte aux droits humains ou de dommages sociaux et environnementaux causés par les investissements des BPD.

Signataires:

African Centre for Biodiversity - Afrique du Sud

African Children Empowerment - Afrique du Sud

Cooperative and Policy Alternative Centre - Afrique du Sud

Fish Hoek Valley Ratepayers and Residents Association - Afrique du Sud

Consciously Organic - Afrique du Sud

Wana Johnson Learning Centre - Afrique du Sud
Aha Properties - Afrique du Sud
Sacred Earth & Storm School - Afrique du Sud
Earth Magic - Afrique du Sud
Oasis - Afrique du Sud
Envirosense - Afrique du Sud
Greenstuff - Afrique du Sud
WoMin African Alliance - Afrique du Sud
Seonae Eco Centre - Afrique du Sud
Eco Hope - Afrique du Sud
Kos en Fynbos - Afrique du Sud
Ghostwriter Grant - Afrique du Sud
Mariann Coordinating Committee - Afrique du Sud
Khanyisa Education and Development Trust - Afrique du Sud
LAMOSIA - Afrique du Sud
Ferndale Food Forest and Worm Farm - Afrique du Sud
Mxumbu Youth Agricultural Coop - Afrique du Sud
PHA Food & Farming Campaign - Afrique du Sud
FIAN Deutschland - Allemagne
Rettet den Regenwald - Allemagne
Angela Jost Translations - Allemagne
urgewald e.V. - Allemagne
Fundación Plurales - Argentine
Fundación Ambiente y Recursos Naturales (FARN) - Argentine
Foro Ambiental Santiaguense - Argentine
Armenian Women For Health & Healthy Environment NGO /AWHHE/ - Arménie
Australian Food Sovereignty Alliance - Australie
SunGem - Australie
Welthaus Diözese Graz-Seckau - Autriche
Turkmen Initiative for Human Rights - Autriche
FIAN Austria - Autriche
Oil Workers' Rights Protection Organization Public Union - Azerbaïdjan
Initiative for Right View - Bangladesh
Right to Food South Asia - Bangladesh
IRV - Bangladesh
Bangladesh Agricultural Farm Labour Federation [BAFLF] - Bangladesh
ONG « Ecohome » - Bélarus
Eclosio - Belgique
AEFJN - Belgique
FIAN Belgium - Belgique
Entraide et Fraternité - Belgique
Africa Europe Faith & Justice Network (AEFJN) - Belgique
Coalition pour des accords de pêche équitables - Belgique
Eurodad - Belgique
Friends of the Earth Europe - Belgique
Alianza Animalista La Paz - Bolivie
Instituto de Estudos Socioeconômicos (Inesc) - Brésil
Centro Ecologico - Brésil
FAOR Fórum da Amazônia Oriental - Brésil
Articulação Agro é Fogo - Brésil

Campanha Nacional de Combate e Prevenção ao Trabalho Escravo - Comissão Pastoral da Terra/CPT - Brésil
Clínica de Direitos Humanos da Amazônia -PPGD/UFPA - Brésil
Universidade Federal Fluminense IPsi - Brésil
Associação Brasileira de Reforma Agrária - Brésil
Rede Jubileu Sul Brasil - Brésil
Alternativas para pequena agricultura no Tocantins APATO - Brésil
CAPINA Cooperação e Apoio a Projetos de Inspiração Alternativa - Brésil
Marcha Mundial por Justiça Climática / Marcha Mundial do Clima - Brésil
MNCCD - Movimento Nacional Contra Corrupção e pela Democracia - Brésil
Marcha Mundial por Justiça Climática/Marcha Mundial do Clima - Brésil
Groupe de soutien à la jeunesse indigène - Brésil
Comissão Pastoral da Terra -CPT - Brésil
Equitable Cambodia - Cambodge
Coalition of Cambodian Farmers Community - Cambodge
Struggle to Economize Future Environment (SEFE) - Cameroun
Synaparcam - Cameroun
APDDH -ASSISTANCE - Cameroun
Inter Pares - Canada
National Farmers Union - Canada
Vigilance OGM - Canada
SeedChange - Canada
Place de la Dignité - Canada
Corporación para la Protección y Desarrollo de Territorios Rurales- PRODETER - Colombie
Grupo Semillas - Colombie
Groupe de Recherche et de Plaidoyer sur les Industries Extractives (GRPIE) - Côte d'Ivoire
Réseau des Femmes Braves (REFEB) - Côte d'Ivoire
CLDA - Côte d'Ivoire
Latinoamérica Sustentable - Équateur
Housing and Land Rights Network - Habitat International Coalition - Égypte
SOLdePAZ.Pachakuti - Espagne
Amigos de la Tierra - Espagne
Sindicato Andaluz de Trabajadores/AS - Espagne
Salva la Selva - Espagne
Loco Matrifoco - Espagne
Pacific Islands Association of Non-Governmental Organisations (PIANGO) - Fidji
Internationale Situationniste - France
Pouvoir d'Agir - France
Europe solidaire sans frontières (ESSF) - France
Amis de la Terre France - France
Médias Sociaux pour un Autre Monde - France
ReAct Transnational - France
CCFD-Terre Solidaire - France
CADTM France - France
Coordination SUD - France
Движение Зеленных Грузии - Géorgie
ONG « GAMARJOBA » - Géorgie
StrongGogo - Géorgie

Abibinsroma Foundation - Ghana
Alliance for Empowering Rural Communities - Ghana
Organización de Mujeres Tierra Viva - Guatemala
Campaña Guatemala sin hambre - Guatemala
PAPDA - Haïti
Centre de Recherche et d'Action pour le Développement (CRAD) - Haïti
Ambiente, Desarrollo y Capacitación (ADC) - Honduras
Rashtriya Raithu Seva Samithi - Inde
All India Union of Forest Working People AIUFWP - Inde
Centre for Financial Accountability - Inde
People First - Inde
Environics Trust - Inde
ToxicsWatch Alliance - Inde
Food Sovereignty Alliance - Inde
Indonesia for Global Justice (IGJ) - Indonésie
kruha - Indonésie
Wahana Lingkungan Hidup Indonesia (WALHI) - Indonésie
JPIC Kalimantan - Indonésie
تانيا جمعه /منظمه شؤون المراه والطفل - Irak
ICW-CIF - Italie
PEAH - Politiques pour un accès équitable à la santé - Italie
Focsiv - Fédération italienne des ONG chrétiennes - Italie
Schola Campesina APS - Italie
Casa Congo- Italie
ReCommon - Italie
Centre japonais de volontariat international (JVC) - Japon
Team OKADA - Japon
taneomamorukai - Japon
VoiceForAnimalsJapan - Japon
Keisen University - Japon
000 PAF NPO - Japon
Société missionnaire de Saint Columban, Japon - Japon
Migrants autour de 60 ans - Japon
Mura-Machi Net (Réseau entre villages et villes) - Japon
Mouvement des agriculteurs familiaux du Japon (Nouminren) - Japon
Pacific Asia Resorce Center(PARC) - Japon
A Quater Acre Farm-Jinendo - Japon
Amis de la Terre Japon - Japon
Alternative People's Linkage in Asia (APLA) - Japon
Mekong Watch - Japon
Family Farming Platform Japan - Japon
Africa Japan Forum - Japon
ATTAC Kansai - Japon
ATTAC Japan - Japon
Association d'Agroécologie de l'Ouest du Japon (AWJA) - Japon
Mennovillage Naganuma - Japon
Phenix Center - Jordanie
Institut Mazingira - Kenya
Dan Owala - Kenya
Jamaa Resource Initiatives - Kenya

Kenya Debt Abolition Network - Kenya
Haki Nawiri Afrika - Kenya
Euphrates Institute-Liberia - Libéria
Green Advocates International (Liberia) - Liberia
Sustainable Development Institute (SDI) - Liberia (en anglais)
Alliance pour la démocratie rurale (ARD) - Liberia
Frères des Hommes - Luxembourg
SOS FAIM - Luxembourg
Collectif pour la défense des terres malgaches - TANY - Madagascar
Third World Network - Malaisie
Appui Solidaire pour le Développement de l'Aide au Développement - Mali
Réseau CADTM Afrique - Mali
Lalo - Mexique
Tosepanpajt A.C - Mexique
Maya sin Fronteras - Mexique
Centro de Educación en Apoyo a la Producción y al Medio Ambiente, A.C. - Mexique
Mujeres Libres COLEM AC - Mexique
Grupo de Mujeres de San Cristóbal Las Casas AC - Mexique
Colectivo Educación para la Paaz y los Derechos Humanos A.C. (CEPAZDH) - Mexique
Red Nacional de Promotoras Rurales - Mexique
Dinamismo Juvenil A.C. - Mexique
Cultura Ambiental en Expansión AC - Mexique
Observatorio Universitario de Seguridad Alimentaria y Nutricional del Estado de Guanajuato - Mexique
Centro Interdisciplinario de Investigación y Desarrollo Alternativo U Yich Lu'um AC - Mexique
The Hunger Project México - Mexique
Americas Program/Americas.Org - Mexique
Talassemtane Association pour l'Environnement et le Développement (ATED) - Maroc
Espace de Solidarité et de Coopération de l'Oriental - Maroc
LVC Maroc - Maroc
EJNA - Maroc
NAFSN - Maroc
Fédération nationale du secteur agricole - Maroc
Association jeunes pour jeunes - Maroc
Plataforma Mocambicana da Mulher e Rapariga Cooperativistas/AMPCM - MOZAMBIQUE - Mozambique
Justica Ambiental - JA ! - Mozambique
Community Empowerment and Social Justice Network (CEMSOJ) - Népal
Foundation for the Conservation of the Earth,FOCONE - Nigeria
Lekeh Development Foundation (LEDEF) - Nigeria
Nigeria Coal Network - Nigeria
Spire - Norvège
Uganda Land Rights Defenders - Ouganda
Hopes for youth development Association - Ouganda
Consortium ougandais sur la responsabilité des entreprises - Ouganda
Centre for Citizens Conserving Environment &Management (CECIC) - Ouganda

Buliisa Initiative for Rural Development Organisation (BIRUDO) - Ouganda
Twerwaneho Listeners Club - Ouganda
Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique - Ouganda
Pakistan Fisherfolk Forum - Pakistan
Gaza Urban Agriculture Platform (GUPAP) - Palestine
Union of Agricultural Work Committees - Palestine
WILPF NL - Pays-Bas
Milieudefensie - Pays-Bas
Platform Aarde Boer Consument - Pays-Bas
Both ENDS - Pays-Bas
WomanHealth Philippines - Philippines
Agroecology X - Philippines
SEARICE - Philippines
Alter Trade Foundation for Food Sovereignty, Inc - Philippines
Counter Balance - République Tchèque
AfrosRD - République dominicaine
Conseil Régional des Organisations Non gouvernementales de Développement - RD Congo
Construisons Ensemble le MONDE - RD Congo
Synergie Agir Contre la Faim et le Réchauffement Climatique , SACFRC. - RD Congo
COPACO-PRP - RD Congo
AICED - RD Congo
Réseaux d'informations et d'appui aux ONG en République Démocratique du Congo (RIAO - RDC) - RD Congo
Global Justice Now - Royaume-Uni
Friends of the Earth International - Royaume-Uni
Compassion in World Farming - Royaume-Uni
Environmental Justice Foundation - Royaume-Uni
Fresh Eyes - Royaume-Uni
War on Want - Royaume-Uni
Association pour la défense des droits à l'eau et à l'assainissement - Sénégal
Biotech Services Sénégal - Sénégal
Association Sénégalaise des Amis de la Nature - Sénégal
Alliance Sénégalaise Contre la Faim et la Malnutrition - Sénégal
Association Sénégalaise des Amis de la Nature - Sénégal
Alliance Sénégalaise Contre la Faim et la Malnutrition - Sénégal
Green Scenery - Sierra Leone
Land for Life - Sierra Leone
JendaGbeni Centre for Social Change Communications - Sierra Leone
Sierra Leone Land Alliance - Sierra Leone
National Fisheries Solidarity(NAFSO) - Sri Lanka
Mouvement pour la réforme agraire et foncière (MONLAR) - Sri Lanka
Agr. Graduates Cooperatives Union - Soudan
FIAN Sweden - Suède
FIAN Suisse - Suisse
Pain pour le prochain - Suisse
Fondation pour la gestion de l'environnement et la campagne contre la pauvreté - Tanzanie
World Animal Protection - Thaïlande

Asia Indigenous Peoples Pact - Thaïlande
PERMATIL - Timor-Leste
Afrique Eco 2100 - Togo
AJECC - Togo
ATGF - Tunisie
Forum Tunisien des Droits Economiques et Sociaux - Tunisie
Agora Association - Turquie
Friends of the Earth US - US
A Growing Culture - US
Center for Political Innovation - US
GMO/Toxin Free USA - US
Friends of the Earth US - US
Thousand Currents - US
Local Futures - US
National Family Farm Coalition - US
Community Alliance for Global Justice/AGRA Watch - US
Bank Information Center - US
Seeding Sovereignty - US
Yemeni Observatory for Human Rights - Yémen
Zambia Alliance for Agroecology and Biodiversity - Zambie (en anglais)
Fondation zambienne pour la gouvernance de la société civile - Zambie
Urban Farming Zimbabwe - Zimbabwe
Centre for Alternative Development - Zimbabwe
FACHIG Trust - Zimbabwe
Red Latinoamericana por Justicia Económica y Social - Latindadd - América Latina
Coordination européenne Via Campesina - Europe
Arab Watch Coalition - Moyen-Orient et Afrique du Nord
FIAN International - International
Alliance Internationale des Habitants - International
Société pour le développement international - International
ActionAid International - International
International Accountability Project - International
Habitat International Coalition - Secrétariat général - International
CIDSE - International
World Rainforest Movement - International
Transnational Institute - International
ESCR-Net - International
GRAIN - International

La source originale de cet article est grain.org

Copyright © [Grain](https://grain.org), grain.org, 2021

Articles Par : [Grain](https://grain.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca